

un extrait du rapport que ce groupe de travail a présenté au Congrès de l'agriculture. Voici ce que dit le document officiel:

Le contrôle de l'offre de type universel qui serait à même de distribuer les ressources rationnellement devrait inclure la plupart des produits agricoles; il devrait grouper l'inspection, la recherche, l'administration et le contrôle, dépassant ainsi tout ce que nous avons expérimenté à ce jour dans l'agriculture canadienne.

Il ajoute, et c'est important:

On doit éviter à tout prix d'en venir à une telle extrémité, s'il existe des alternatives raisonnablement satisfaisantes.

Et il conclut:

Heureusement, ces alternatives existent, et—bien qu'elles ne soient pas entièrement satisfaisantes—on devrait leur donner la chance de faire leur preuve de succès avant de lancer «l'arme totale» du contrôle de l'offre.

Ce n'est pas tout, monsieur l'Orateur. J'aimerais poursuivre et citer certaines déclarations de M. Freeman, ancien secrétaire à l'Agriculture des États-Unis. Ce pays a déjà fait l'essai de cette formule. Le contrôle de l'offre n'est rien de nouveau. Le contrôle de l'offre par le gouvernement n'est pas nouveau non plus, mais on a appris une pénible leçon aux États-Unis. Je voudrais citer un passage d'une allocution de M. Freeman reproduite dans *Successful Farming* de juin 1963:

Un quart seulement de nos revenus agricoles proviennent de denrées pour lesquelles les particuliers se sont dessaisis du droit de décision en matière de production et de prix au profit d'une autorité centrale. Ces denrées comprennent le blé, le coton, le riz, les cacahuètes et le tabac. Pourtant, ces 25 p. 100 de notre agriculture comptent pour environ 75 p. 100 du coût des programmes agricoles, 85 p. 100 des stocks accumulés et 95 p. 100 de la controverse.

Il ajoutait:

Depuis deux ans, l'administration a fait de grands efforts pour imposer ou élargir son contrôle obligatoire aux grains de provende, aux produits laitiers, aux dindes, aux poulets à rôtir et aux pommes de terre. Ces campagnes ont été lancées avec beaucoup de conviction et de bonne volonté pour dépenser les deniers publics—par un parti politique qui a la haute main aussi bien sur le Congrès que sur la Maison-Blanche. Aucune de ces campagnes n'a réussi!

Les nouvelles propositions de l'administration à propos de l'agriculture sont plutôt rares et facultatives.

• (3.30 p.m.)

Cette politique, mise à l'essai, s'avéra un échec et pourtant on nous demande au Canada de permettre au gouvernement de contrôler l'offre. C'est pourquoi nous ne voyons pas d'un bon œil cette mesure législative et le pouvoir qu'elle confère au gouvernement. Nous ne croyons pas qu'elle puisse réussir.

L'expérience a montré que l'industrie agricole est bien équilibrée au Canada. Chaque

fois que l'écoulement libre d'un produit agricole primaire est soumis à des restrictions, on a naturellement tendance à le remplacer par un produit plus coûteux. Lorsque le gouvernement contrôle une denrée primaire, on s'intéresse à une autre et ainsi de suite jusqu'à l'infini. C'est pourquoi la Commission de planification du contrôle de l'offre ne peut réussir à moins que le gouvernement n'exerce un contrôle sur tous les principaux produits primaires de l'agriculture. Mais, monsieur l'Orateur, l'industrie n'y tient pas; elle ne veut pas de restriction. L'industrie veut insister davantage sur les marchés, surtout les marchés internationaux; elle ne veut pas d'une réduction pour satisfaire nos marchés intérieurs dans un domaine international qui se rétrécit. Ce n'est pas soutenir la concurrence, c'est passer l'éponge.

Des voix: Bravo.

M. Danforth: Que deviendrait l'agriculture si le gouvernement obtenait tous les pouvoirs qu'il demande par le bill à l'étude? Il se peut que le gouvernement ne s'en serve jamais, mais nous devons supposer qu'il a l'intention de s'en servir et nous, de l'opposition, devons traiter le bill en partant de là.

Monsieur l'Orateur, si le présent bill est adopté sous sa forme actuelle, je prétends que non seulement l'industrie de l'agriculture, mais les industries connexes: les usines de produits chimiques, les conserveries, les usines de transformation et les maisons de distribution, seront toutes transformées en services d'utilité publique travaillant uniquement sur les directives du gouvernement.

L'hon. M. Hees: Quelle honte!

M. Danforth: Le ministre a déclaré que la Commission canadienne du lait est un excellent exemple de ce qui pourrait être réalisé.

Une voix: Que Dieu nous preserve!

M. Danforth: Les membres de cette Commission sont censés représenter les producteurs, mais ils ont plutôt agi comme des publicitaires du gouvernement, chargés de convaincre les producteurs du bien-fondé de la politique du gouvernement.

Des voix: Bravo!

M. Danforth: Si l'on croit qu'une commission de ce genre peut être bénéfique pour les producteurs primaires, il suffit de se souvenir de l'époque où le ministre les a avisés d'une diminution de 10 millions de dollars, leur signalant qu'ils n'avaient qu'à s'en accommoder.

Des voix: Bravo!

M. Danforth: Ce n'est pas une représentation de l'industrie. C'est une enrégimentation